

Logements: laissons le marché s'autoréguler!

Éclairage

Frédéric Dovat

Secrétaire général
de l'USPI Vaud



L'USPI Vaud invite les autorités à limiter leurs interventions.

L'Union suisse des professionnels de l'immobilier Vaud (USPI Vaud) constate que le marché s'autorégule et invite les autorités à faire preuve de retenue dans leurs interventions sur le marché du logement. En effet, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a récemment fait état que le taux de logements vacants continue d'augmenter. Au 1^{er} juin 2017, 64 893 logements étaient vacants en Suisse, soit 1,47% du parc de logements. Par rapport à l'année dernière, cela représente une hausse de près de 15%.

Sont considérés comme vacants tous les logements habitables (meublés ou non) et destinés à la location durable ou à la vente qui sont inoccupés. Selon l'OFS, le nombre de logements vacants s'est accru

dans les sept grandes régions de la Suisse. Le seuil de 1% de logements vacants a été atteint dans dix-neuf cantons, soit un de plus que l'année dernière.

Dans la région lémanique, où le marché du logement est réputé tendu, 10 445 logements sont vacants, soit 1800 logements de plus, ce qui représente une hausse de 20,8% par rapport à 2016. Quant au canton de Vaud, 3653 logements étaient vacants au 1^{er} juin 2017, soit 470 de plus qu'en 2016. Le taux de logements vacants est de 0,91% contre 0,81% l'année dernière.

Ces chiffres démontrent que le marché s'autorégule, certes, pas aussi vite que certains le souhaiteraient, mais la pénurie de logements est en voie d'être

résorbée. Aussi, à force de vouloir réguler le marché, forcer le propriétaire à construire à tout va, privilégier certaines catégories de logements, adopter une attitude dirigiste en matière d'aménagement du territoire, les autorités mettent en œuvre des interventions publiques qui sont non seulement en décalage par rapport à la réalité du marché, mais qui sont nuisibles à son bon fonctionnement.

L'USPI Vaud ne peut donc qu'inviter les autorités étatiques à se limiter à créer des conditions-cadres favorables à la construction de tout type de logement, sous peine de gripper complètement l'économie immobilière qui représente plus de 15% du PIB suisse et plusieurs centaines de milliers d'emplois.